

VEILLE POLITIQUE

Le, 2 mars 2010

VEILLE POLITIQUE n°173

Veille Experts du mois de février 2010

Thomas GRANDMOUGIN, chargé d'études

Ce document est propriété de SEANCE PUBLIQUE – Dans le cas où ce document est transféré, merci de toujours citer la source.
Ce document pourra être mis à jour au fur et à mesure des avancées sur ce thème



SEANCE PUBLIQUE exerce la pratique quotidienne d'un Lobbying Responsable® formalisé à la suite de l'attribution du témoin LUCIE (Responsabilité Sociétale d'Entreprises) le 28 juin 2008 suite à l'audit réalisé par la société VIGEO. Les exigences d'un lobbying responsable sont soumises à concertation sur www.lobbyingresponsable.org

SEANCE PUBLIQUE
Le Dialogue expert avec les élus
9, rue de Villersexel
75007 PARIS
Téléphone : 01 45 44 50 95

AFFAIRES ETRANGERES

Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
AFFAIRES ETRANGERES / Europe	Tribune	Pour un sursaut européen	Marielle de SARNEZ	Députée européenne, Vice-présidente du MoDem	<i>Le Monde</i>	Un fonds monétaire s'impose. Il y a quelques mois, l'adoption définitive du traité d'Amsterdam suscitait de nouveaux espoirs. L'Europe allait être un pôle solide et uni, parlant d'une seule voix, en particulier sur la scène internationale. La suite s'est avérée profondément décevante.	24/02/2010
AFFAIRES ETRANGERES / Europe /	Tribune	Mieux gouverner l'Europe	Edouard BALLADUR	Ancien Premier ministre	<i>Le Figaro</i>	Un plaidoyer pour la mise en place d'une véritable gouvernance économique au niveau européen. "Si l'on veut instituer un minimum de coordination des politiques budgétaires, force est bien de donner des pouvoirs nouveaux à l'Eurogroupe et d'admettre que tout État membre de la zone euro doit se soumettre à des obligations". "L'union monétaire doit devenir aussi une union économique".	17/02/2010
AFFAIRES ETRANGERES / Europe ECONOMIE / Crise économique	Tribune	L'Europe doit réguler la finance	Sylvie GOULARD	Députée européenne (ALDE)	<i>Le Monde</i>	Une supervision sérieuse et coordonnée est indispensable pour prévenir et surmonter les crises financières. Le Parlement européen a l'ambition de faire adopter rapidement les propositions de la Commission en la matière.	22/02/2010
AFFAIRES ETRANGERES / Europe ECONOMIE / Crise économique	Tribune	Pour une agence européenne de la dette	Edmond ALPHANDERY	Ancien ministre de l'Economie	<i>Le Figaro</i>	A la veille du Conseil européen consacré à la crise grecque, un plaidoyer pour la mise en place d'un fonds monétaire européen. "le soutien du FMI serait le signal de l'incapacité de l'Union européenne à prendre elle-même les décisions qui la concernent".	10/02/2010

AGRICULTURE							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
AGRICULTURE / Agriculture /	Nomination		Guy VASSEUR	Président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture		Guy VASSEUR, président de la chambre départementale d'agriculture du Loir-et-Cher, a été élu à la tête des chambres d'agriculture. Il succède à Luc GUYAU, qui assumait cette présidence depuis six ans, nommé président du Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Guy VASSEUR, seul candidat en lice, a été élu avec 89,4% des suffrages exprimés lors d'un vote auquel ont pris part les 115 présidents de chambres départementales et régionales d'agriculture. Les chambres d'agriculture sont des Établissements publics chargés de représenter les acteurs du monde agricole et rural.	29/01/2010
AGRICULTURE / Agriculture / Réforme de la PAC ECONOMIE / Economie verte	Tribune	Evitons les contretemps pour la PAC	Marion GUILLOU	Présidente de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)	<i>Le Figaro</i>	Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes dans un climat économique difficile pour les agriculteurs. Deux décennies de réforme de la politique agricole commune (PAC) n'ont pas empêché une crise des revenus agricoles sans précédent en Europe, et plus particulièrement en France. "La production agricole suffirait à nourrir l'humanité si l'accès aux aliments, la logistique, les silos, les routes et le pouvoir d'achat étaient assurés".	26/02/2010
AGRICULTURE / ECONOMIE / Economie verte	Interview	"L'agriculteur du futur sera un allié de la nature"	Marion GUILLOU	Présidente de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)	<i>Le JDD</i>	L'ingénieure qui pilote deux institutions prestigieuses: l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) et l'Ecole polytechnique défend avec passion une agriculture contemporaine tournée vers l'innovation grâce à l'aide publique. "La société ne sera pas verte sans les exploitants agricoles. Il faut qu'agriculture et écologie convergent."	27/02/2010
AGRICULTURE / ECONOMIE / Consommation SANTÉ / Nutrition	Tribune	Patriotisme alimentaire	Jean-François PECRESSE	Éditorialiste	<i>Les Echos</i>	L'alimentation des Français devient une politique publique à part entière. "Produire en France ce que l'on mange en France après l'industrie, l'agriculture est gagnée par une forme de souverainisme. L'utopie en moins."	24/02/2010

BUDGET							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
BUDGET / ECONOMIE / INTERIEUR / Politique /	Interview	La politique n'est pas un champ de bataille	Didier MIGAUD	Premier président de la Cour des comptes	<i>Le Monde</i>	C'est une décision forte de la part du président de la République de nommer à la Cour des comptes un homme issu de l'opposition. Nicolas SARKOZY lui a dit : "C'est une fonction totalement indépendante, je ne te demande pas de renoncer à tes convictions."	28/02/2010
BUDGET/ Fiscalité environnementale/ Taxe carbone	Tribune	Taxe carbone : quotas payants ou usine à gaz?	Jean ARTHUIS Fabienne KELLER Philippe MARINI	Président de la Commission des Finances Sénateur du Bas-Rhin Sénateur de l'Oise	<i>Le Monde</i>	Le Conseil constitutionnel a estimé que l'inclusion des principaux sites industriels au système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ne pouvait justifier de les exonérer de la nouvelle taxe "La solution de remplacement envisagée par le gouvernement peut laisser sceptique"	26/01/2010

CULTURE							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
CULTURE / Communication / Editions, Presse Droit d'auteur ECONOMIE NUMERIQUE /	Interview	Le livre est un sujet politique	Christine ALBANEL	Ancienne ministre de la Culture	<i>Le Figaro</i>	L'ancienne ministre de la Culture a été chargée par le Premier ministre de formuler des préconisations sur l'organisation du marché émergent de la numérisation, dans le respect du droit d'auteur.	26/01/2010
CULTURE / Communication / Financement de l'audiovisuel public Télévision ECONOMIE / Consommation	Interview	Les annonceurs vont chercher à pérenniser les rabais obtenus	Gérard NOEL	Président de l'Union des annonceurs	<i>Les Echos</i>	L'UDA se prononce pour le maintien de ces écrans publicitaires. Lorsque de l'espace, avec ses spécificités en termes de cible, disparaît, cela signifie moins de flexibilité pour l'annonceur. "La réduction de l'offre d'espace télévision ne va pas dans le bon sens."	24/02/2010

CULTURE / Culture /	Tribune	BHL, François MITTERRAND, la meute et moi	Ségolène ROYAL	Présidente de la région POITOU- CHARENTES	<i>Le Monde</i>	La polémique mesquine contre BHL éclipse injustement l'intellectuel curieux et engagé. "J'avoue avoir été toujours entraînée par l'ampleur de son érudition, l'élan de ses curiosités et, à chaque fois, son esprit de nuance. Intellectuel"	27/02/2010
------------------------	---------	---	----------------	--	-----------------	--	------------

ECOLOGIE							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
ECOLOGIE / Ecoconceptio n ECONOMIE / Economie verte	Interview	Nous sommes en train de changer le modèle économique d'Yves Rocher	Bris ROCHER	Président Directeur Général du Groupe YVES ROCHER	<i>Les Echos</i>	"Yves ROCHER a laissé des valeurs que je souhaite faire perdurer. Notamment cette notion de développement durable, aujourd'hui à la mode, mais qui au moment de la fondation du groupe, en 1959, n'existait pas."	17/02/2010
ECOLOGIE / Emplois écologiques ECONOMIE / Emploi TRAVAIL / Ecologie	Interview	300 millions d'euros pour les métiers verts	Valérie LÉTARD	Secrétaire d'État	<i>Les Echos</i>	75% des métiers recruteront à Cap et bacs pro. Création d'un bac professionnel d'agent qualifié dans la gestion des déchets Spécialisation énergies renouvelables pour les bacs pro. Un contrat avec les régions pour diagnostiquer sur les territoires les besoins dans les 11 filières (bâtiment, réseaux énergétiques, transports). Demande 200 millions du Grand Emprunt pour aider les collectivités dans ces projets innovants Et 100 millions pour favoriser l'adaptation des compétences des salariés dans les branches professionnelles.	28/01/2010
ECOLOGIE / Ecologie Energie	Nomination		Xavier LEFORT	Directeur général délégué de l'ADEME		Xavier LEFORT, conseiller référendaire à la Cour des comptes, jusqu'alors secrétaire général de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), a été promu directeur général délégué de cette agence.	27/01/2010
ECOLOGIE / Energies renouvelables / Gaz ECONOMIE / Economie	Interview	Nous concevons des solutions d'énergie durable	Myriam MAESTRONI	Directrice générale de PRIMAGAZ	<i>Le Monde</i>	PRIMAGAZ a muté de l'acteur industriel vers la prestation de services. "Nous expliquons qu'il n'y a pas d'énergie idéale, mais plusieurs sources possibles qu'il faut faire cohabiter."	22/02/2010

verte							
ECOLOGIE / Energie / Nucléaire	Nomination		Jean-Bernard CHERIE	Directeur général adjoint chargé de l'administration de l'IRSN		Jean-Bernard CHERIE, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, jusqu'alors secrétaire général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), vient d'être nommé directeur général adjoint de cet institut, chargé de l'administration.	02/02/2010

ECONOMIE							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
ECONOMIE / Consommation	Interview	"Les consommateurs veulent avoir le choix"	Marc LOLIVIER	Délégué Général de la Fédération des entreprises de vente à distance (FEVAD)	<i>Le JDD</i>	Pour la Fédération e-commerce et vente à distance (FEVAD), le e-commerce est réellement devenu un service dédié à simplifier la vie des consommateurs. 63% des internautes placent l'aspect pratique (gain de temps, achat à tout heure, possibilité de livraison), en tête de leur motivations à l'achat en ligne, 25% d'entre eux estiment qu'il est plus facile de comparer et de choisir sur Internet, et 16% viennent parce qu'ils trouvent les prix plus intéressants. Le consommateur ne souhaiterait toutefois pas que la vente sur le Net se substitue à la vente en magasin, mais bien conserver le choix.	28/01/2010
ECONOMIE / Crise économique	Tribune	La crise entre trouble des valeurs et malaise dans la valeur	Jérôme BATOUT	Maître de conférences	<i>La Tribune</i>	La crise financière est aussi politique et nécessite de fixer de nouveaux repères à la notion de valeur dans nos sociétés.	24/02/2010
ECONOMIE / Crise économique	Interview	Les caractéristiques d'une reprise normale ne sont pas au rendez-vous	Jean-Hervé LORENZI	Président du Cercle des Économistes	<i>Les Echos</i>	Le Cercle des économistes pense que l'essentiel de la croissance de 2010 s'effectuera au premier trimestre, à la suite de quoi, elle sera extrêmement faible, avec très peu de consommation des ménages et pas d'investissement des entreprises. Il convient d'entreprendre des réformes fiscales pour stimuler la consommation et créer des emplois.	28/01/2010

						Et il faut que le Gouvernement agisse vite, notamment pour remédier au chômage des jeunes.	
ECONOMIE / Crise économique/ Economie verte	Tribune	La crise, une forme de pollution	Denis MUZET	Président de l'Institut Montaigne	<i>Les Echos</i>	Une immense attente est en train de se monter en France là où les réponses gouvernementales sont apparues principalement centrées sur l'économie et la finance.	08/02/2010
ECONOMIE / Crise économique/ Prospective	Tribune	A quoi servent les économistes ?	Jean-Hervé LORENZI BOISSIEU Christian de Bertrand JACQUILLAT Bertrand	Président du Cercle des Économistes Membres du Cercle des Économistes	<i>La Tribune</i>	Le Cercle des économistes publie un "Cahier" sur le procès fait aux économistes, et défend l'utilité de la profession.	19/02/2010
ECONOMIE / Crise économique/ INTERIEUR / Politique	Tribune	Quelle politique économique pour faire sortir la France de la crise?	Christian SAINT-ETIENNE	Membre du Conseil d'analyse économique	<i>Le Monde</i>	Il faut réduire les déficits, réformer les retraites et favoriser les PME. "Ce qui frappe, c'est la distance entre le sans-faute de M. SARKOZY face à la crise et son image très dégradée dans l'opinion".	05/02/2010
ECONOMIE / Développement économique	Interview	« Nos propositions seront valables pour toute majorité » issue des élections de 2012	Jacques ATTALI	Président de la commission pour la libération de la croissance française	<i>Les Echos</i>	La mise en oeuvre des mesures concernant l'efficacité de l'Etat, la protection des plus faibles et la lutte contre le chômage restent à approfondir. Il faut éviter que le grand emprunt permette à l'Etat de retarder sa réforme nécessaire.	25/02/2010
ECONOMIE / Economie verte EDUCATION / Formation	Interview	Un "plan Marshall" pour la formation	Marie-Claire CARRÈRE-GEE	Présidente du Conseil d'Orientation pour l'emploi	<i>La Tribune</i>	Dans son rapport "croissance verte et emploi", le Conseil d'orientation pour l'emploi préconise un "plan Marshall pour la formation". Le COE préconise un processus d'adoption des diplômes plus rapide, et en lien avec les entreprises. Du côté de la demande, il faut informer, conseiller, solvabiliser via des aides et des incitations financières. Du côté de l'offre, le volet recherche est essentiel, l'État doit favoriser le développement de nouvelles filières via la commande publique, les normes et la collaboration avec les territoires.	27/01/2010
ECONOMIE /	Nomination		Jean-Luc	Commissaire		Jean-Luc TAVERNIER est nommé commissaire	01/02/2010

Grand Emprunt			TAVERNIER	général adjoint à l'investissement		général adjoint à l'investissement aux côtés de René RICOL pour mettre en place le Grand Emprunt. Ils travailleront sous la tutelle de Matignon, mais avec une relative autonomie comme le précise le décret du 22 janvier dernier signé du Premier ministre.	
ECONOMIE / Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) TRAVAIL / Monde du travail	Tribune	L'entreprise, le profit et le bien commun	Daniel LEBEGUE	Président de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales	<i>La Tribune</i>	Selon l'Institut français des administrateurs, l'entreprise de demain ne pourra pas s'extraire à ses responsabilités à l'égard du monde extérieur. Les principes d'une bonne conduite sont connus, et concernent aussi bien la gestion des ressources, les rémunérations, le dialogue avec les parties prenantes, que la fiscalité. Le tout avec un comportement fondamentalement éthique.	26/01/2010
ECONOMIE / Pôle emploi TRAVAIL / Monde du travail	Interview	En 2010, Pôle emploi doit se réorienter résolument vers les entreprises	Christian CHARPY	Directeur général du Pôle Emploi	<i>Les Echos</i>	La reprise de l'emploi ne sera pas immédiate, même si l'an dernier s'est achevé sur une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie Pôle emploi se fixe trois priorités: remettre l'accent sur la collecte des offres d'emploi, renforcer la formation des chômeurs et achever la fusion.	10/02/2010
ECONOMIE / Industrie / Etat et politique industrielle	Interview	Il faut réorienter l'épargne des Français vers l'industrie	Christian ESTROSI	Ministre de l'Industrie	<i>Les Echos</i>	Les états généraux ont signé le retour de l'Etat industriel, de l'Etat stratège. Il faut mettre en place un outil industriel compétitif et respectueux de l'environnement. Le projet de loi de Finances rectificative sur le grand emprunt prévoit, pour cela, une enveloppe de 500millions d'euros pour des prêts verts avantageux. Consommer moins d'énergie, réduire les rejets polluants, c'est être plus compétitif. Une filière industrielle verte est en train d'émerger et il faut la favoriser.	17/02/2010
ECONOMIE / Industries	Tribune	L'industrie, c'est notre destin	Bernard CARAYON	Député (UMP) du Tarn	<i>La Tribune</i>	L'industrie est le sens de la recherche, la vitalité des territoires, la meilleure chance d'emploi pour les salariés sous-qualifiés et parfois la matrice des indépendances stratégiques. la mondialisation marque le retour des Etats. Pour donner un nouvel essor à l'Europe, il faut développer un modèle industriel commun, respectueux de l'environnement, de l'éthique et des indépendances stratégiques.	16/02/2010
ECONOMIE /	Interview	L'UIMM n'est	Frédéric SAINT-	Président de	<i>Le Figaro</i>	Il y a un sens à préserver une industrie nationale.	01/02/2010

Industries TRAVAIL / Conditions de travail / Syndicalisme TRAVAIL /		pas une menace, c'est une aide pour tout le monde patronal	GEOURS	l'UIMM		"Nous voulons répondre aux besoins des entreprises avec un système simple, à coûts maîtrisés et efficace. Nous verrons si un candidat à la présidence du MEDEF endosse nos orientations".	
ECONOMIE / PME / Commerce	Nomination		Catherine VAUTRIN	Députée de la Marne Vice-présidente de l'Assemblée nationale Et nouvelle présidente de la commission d'examen des pratiques commerciales		Catherine VAUTRIN est la nouvelle présidente de la commission d'examen des pratiques commerciales (CEPC). L'ancienne ministre UMP et actuelle vice-présidente de l'Assemblée va ainsi surveiller les relations entre les différents acteurs du commerce. Un décret a été signé le 28 janvier par Christine LAGARDE, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. L'élue de la Marne remplace Jean-Paul CHARIE, député UMP, décédé en novembre dernier.	02/02/2010

ECONOMIE NUMERIQUE							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
ECONOMIE NUMERIQUE / Economie numérique /	Interview	La couverture numérique doit s'étudier localement	Michel MERCIER	Ministre de l'Espace Rural et de l'Aménagement du Territoire	<i>La Gazette</i>	<p>Selon Michel MERCIER, les deux milliards d'euros du grand emprunt destinés au déploiement du très haut débit en France seront utilisés de la façon suivante: la moitié pour encourager les opérateurs à investir sur des zones peu denses et l'autre moitié pour des aides publiques dédiées aux projets permettant de couvrir l'ensemble du territoire.</p> <p>750 millions d'euros sont prévus pour alimenter le fonds "Pintat" de soutien aux projets très haut débit des collectivités.</p> <p>Pour le moment "nous procédons à des appels à projets. Les collectivités maîtres d'ouvrage, fixeront les délais. L'Etat interviendra en appui, là où les opérateurs privés n'iront pas d'eux-mêmes", indique le Ministre.</p> <p>Mais "pour faire jouer les solidarités le schéma pertinent de couverture numérique d'un territoire serait au moins celui d'un département."</p>	01/02/2010

						<p>Cependant il ne faudrait pas oublier que "le numérique est devenu un service public local", ainsi il faudrait que "la puissance publique définisse l'objectif et le cadre pour stimuler l'investissement privé".</p> <p>Michel MERCIER précise par ailleurs que "selon les investissements des opérateurs et les lignes directrices européennes, l'aide publique portera sur ce qui est strictement nécessaire". La couverture numérique d'un territoire s'étudiant localement.</p>	
--	--	--	--	--	--	--	--

INTERIEUR							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
INTERIEUR / Décentralisation Collectivités territoriales/ Politique	Tribune	Un référendum pour sauver les territoires	Jean-Pierre BEL	Sénateur de l'Ariège Président du Groupe Socialiste du Sénat	<i>Le Monde</i>	<p>Consulter les Français serait démocratique.</p> <p>"Puisque le gouvernement est persuadé que la réduction du nombre d'élus locaux est populaire, il ne doit pas craindre une consultation des Français. Pour notre part, nous leur demandons de se mobiliser pour sauver les territoires menacés par une recentralisation injuste, incohérente et réactionnaire".</p>	02/02/2010
INTERIEUR / Décentralisation / Réforme des collectivités locales	Interview	L'accroissement des pouvoirs des métropoles était une nécessité absolue	Edouard BALLADUR	Président du Comité pour la réforme des collectivités locales	<i>La Gazette</i>	<p>Edouard BALLADUR a remis il y a presque un an son rapport sur la réforme des collectivités locales. Aujourd'hui, en février 2010, il rappelle qu'il avait remis son rapport en insistant sur le fait qu'il était temps de décider. Cette réforme étant déterminante pour la remise en ordre des finances publiques. Il s'agissait d'engager cette réforme "suffisamment tôt avant l'ouverture de la campagne électorale pour les régions", mais aujourd'hui "notre objectif n'a pas été atteint sur ce point" indique-t-il.</p> <p>En revanche pour ce qui est de la disposition du conseiller territorial, votée par les sénateurs malgré une opposition des élus, Edouard BALLADUR en est satisfait car "prévoir qu'à l'avenir les mêmes conseillers territoriaux siègent à la fois dans les conseils généraux et les conseils régionaux ne</p>	15/02/2010

						<p>pourra que favoriser une concertation plus étroite entre départements et régions".</p> <p>Concernant le scrutin, "nous avons proposé un scrutin de liste dans le cadre de circonscriptions comparables à des arrondissements, ce qui aurait permis de dégager une majorité et de représenter les minorités." Mais selon certains, cette proposition casserait le lien entre les élus et les territoires qu'ils représentent, une autre solution doit ainsi être trouvée.</p> <p>Pour l'accroissement des pouvoirs des groupements de communes et des métropoles c'est selon lui une "nécessité absolue" qui correspond aux réalités de la de l'économie et aux intérêts de la population.</p>	
INTERIEUR/ Décentralisation / Réforme des collectivités locales	Article	Une réforme qui vaut mieux que les mensonges de la gauche payés par les contribuables	François FILLON Xavier DARCOS	Premier Ministre Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville	<i>La Tribune</i>	<p>En déplacement en AQUITAINE, François FILLON a défendu la réforme des collectivités locales engagée par le gouvernement.</p> <p>Le Premier Ministre a affirmé qu'il s'agissait "d'une réforme qui vaut mieux que les mensonges de la gauche payés par le contribuable".</p> <p>Il a ajouté que "Faire croire que les impôts locaux vont augmenter (...), faire croire que les départements et les régions ne pourront plus aider les communes et les associations ou les territoires ruraux à cause de la réforme des collectivités locales, c'est un mensonge (...). Ce n'est pas l'idée que je me fais de la démocratie".</p> <p>Pour François FILLON, "les collectivités territoriales, et notamment les régions, doivent absolument se sentir parties prenantes de l'effort des maîtrises des comptes publics".</p> <p>La politique du gouvernement consisterait selon lui "à repenser le fonctionnement de nos administrations".</p> <p>Xavier DARCOS a quant à lui souligné "le formidable échec qui est celui du Parti socialiste à la tête de toutes les régions". Le ministre du Travail a estimé que le PS avait "gâché" en 2004 la chance qu'il avait de réussir "l'acte 2 de la décentralisation" en mettant les régions "au service</p>	04/02/2010

						d'une cause idéologique".	
INTERIEUR / Décentralisation Régions	Tribune	Renforçons le rôle économique des régions	Nicolas BOUZOU	Economiste	<i>Le Monde</i>	La décentralisation est un gage d'efficacité. "Région, Etat, Europe, on se prendrait à rêver que ces trois échelons se coordonnent et agissent de concert, en dépit des divergences politiques inhérentes à la démocratie. L'efficacité de l'action économique aurait tout à y gagner."	24/02/2010
INTERIEUR / Politique / Vie parlementaire	Tribune	Le renforcement du Conseil constitutionnel est un atout pour mieux légiférer	Gérard LONGUET Hugues PORTELLI	Président du groupe Union pour un Mouvement Populaire Sénateur du Val-d'Oise	<i>Le Monde</i>	"Le Sénat ne peut désapprouver une décision qui vise à respecter l'équilibre des charges entre les Français"	08/02/2010
INTERIEUR / Politique / Vie parlementaire	Interview	Évitons de légiférer sous la pression de l'émotion	Patrick OLLIER	Député des Hauts-de-Seine Président de la Commission des Affaires économiques	<i>Le Figaro</i>	Le président de la commission des affaires économiques critique la procédure d'urgence. "Je suis l'un des premiers à avoir dénoncé la procédure de l'urgence répétée il y a près de deux ans, car elle dénature le débat parlementaire et complexifie les relations avec l'opposition."	12/02/2010

SANTÉ							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
SANTÉ / Assurance maladie/ Hôpital	Interview	La Mutualité française va créer un véritable groupe hospitalier	Jean-Pierre DAVANT	Président de la Mutualité Française	<i>Les Echos</i>	A moins d'un an de la fin de son mandat, le président de la Mutualité française annonce la création d'un groupe de cliniques, qui regroupera une cinquantaine d'établissements mutualistes dans un premier temps. Jean-Pierre DAVANT évoque aussi une expérimentation qui vise à diminuer le coût de la prise en charge des maladies chroniques.	04/02/2010

TRAVAIL							
Thème	Type	Titre	Acteur	Fonction	Source	Commentaires	Date
TRAVAIL / Emploi des handicapés Monde du travail Solidarité / HALDE	Interview	Il faudrait pouvoir faire des visites inopinées dans les entreprises	Louis SCHWEITZER	Président de la HALDE	<i>Les Echos</i>	Depuis 2006, la HALDE a l'autorisation d'intervenir de plein droit devant les tribunaux et a la faculté de faire des transaction pénales. "Pour que notre travail d'instruction soit aussi efficace que possible, il nous faudrait pouvoir faire des visites inopinées dans les entreprises, comme peut le faire la Commission nationale informatique et libertés, et comme l'a annoncé le président de la République en décembre 2008, lors de son discours de Palaiseau".	19/02/2010
TRAVAIL / Dialogue social Monde du travail	Interview	"Il faut simplifier le droit du travail"	Xavier DARCOS	Ministre du travail, des relations sociales de la famille et de la solidarité	<i>La Tribune</i>	Xavier DARCOS lance un groupe de travail présidé par Franck MOUGIN, le DRH de VINCI. D'ici à novembre, cette commission, Virville II, Il est chargée de faire des propositions pour toilettier le Code du travail . "Il faut simplifier le droit du travail." Et ce, ajoute-t-il, "dans le sens de la flexisécurité. Il ne s'agit pas de remettre en cause les droits existants".	18/02/2010
TRAVAIL / Solidarité / Pauvreté	Interview	Nous maintenons l'objectif de réduction d'un tiers de la pauvreté d'ici à 2012	Martin HIRSCH	Haut Commissaire à la jeunesse et aux solidarités actives contre la pauvreté	<i>Les Echos</i>	Le nombre de bénéficiaires du « RSA socle », versé aux foyers qui ne travaillent pas, a progressé de 5 %. "La réforme des retraites ne doit pas être en contradiction avec l'objectif de réduction de la pauvreté."	18/02/2010